

Non à la réforme des retraites !

La première ministre vient de confirmer le calendrier retenu pour la réforme des retraites : le texte sera présenté en Conseil des ministres début janvier, puis débattu au Parlement dans la foulée. Le gouvernement veut repousser l'âge de départ à 65 ans, et cela s'appliquerait dès l'été 2023. Il parle aussi de l'augmentation de la durée de cotisation. Il veut également discuter de l'avenir du Code des Pensions civiles et militaires, pendant ou à l'issue des discussions dans la Fonction publique sur les carrières et les rémunérations qui débiteront en 2023...

C'est INACCEPTABLE !

Le 3 octobre dernier, FO, CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires ont déclaré ensemble dans un communiqué national : « Les organisations syndicales réaffirment ainsi qu'elles sont, comme la majorité de la population, fermement opposées à tout recul de l'âge de départ en retraite et à une augmentation de la durée de cotisation. »

Le gouvernement n'exclut pas de recourir au 49-3 pour sa réforme des retraites, comme il l'a déjà fait par six fois pour imposer ses budgets d'austérité contre les hôpitaux, contre l'École... Pour rappel, le budget de l'Éducation prévoit à nouveau 2 000 suppressions de postes à la rentrée, alors qu'ils n'ont aucun mal à trouver des milliards pour alimenter la guerre en Ukraine. Aujourd'hui, au nom de la « sobriété énergétique », ils ferment des écoles, des lycées, des universités...

Salaires : 8% tout de suite !

Le gouvernement fait ces annonces au moment où tous les agents sont pris à la gorge par l'explosion des prix. Pour les fonctionnaires, la hausse de 3,5 % du point d'indice est indigente. Chez Total, chez EDF, les patrons ont été contraints de lâcher entre 6 et 8 % d'augmentation après les grèves. Le patron des fonctionnaires c'est l'État. C'est pour cela que FO a demandé à la première ministre que les négociations salariales soient ré-ouvertes comme nous le faisons partout dans le secteur privé en exigeant des clauses de revoyure. Nous voulons nous aussi 8 % tout de suite !

Arrêt des contre-réformes !

Les personnels sont confrontés au délabrement de leurs conditions de travail. Le ministre Ndiaye fait feu de tout bois pour atomiser le cadre national de l'École, des statuts, des diplômes : pacte avec les enseignants mettant en place des missions supplémentaires (travailler plus pour perdre moins), destruction des lycées professionnels pour livrer les jeunes à l'apprentissage patronal, réforme du collège et concertations locales pour disloquer cadre national, dissoudre les statuts et mettre en concurrence les écoles, les établissements...

La FNEC FP-FO exige l'abandon de ces contre-réformes, rejetées par l'immense majorité des personnels !

Pour nos retraites, nos salaires, nos postes, nos statuts et nos conditions de travail, la FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir partout pour préparer la riposte qui ne manquera pas d'arriver si le gouvernement persiste dans ses projets.

C'est par la mobilisation interprofessionnelle, c'est-à-dire la grève, la vraie grève comme nous l'avons fait en 2019, que nous ferons reculer le gouvernement sur l'ensemble de ses contre-réformes.